

La France lance un appel pressant

A l'occasion de la célébration de la fête nationale française, Jean-Marc Châtaigner a appelé non seulement les Malgaches à s'unir pour sortir Madagascar de la crise mais aussi les autres membres de la communauté internationale à accompagner la Grande île à aller dans ce sens à travers l'organisation des élections.



Partisans et opposants de la HAT se sont retrouvés hier à la résidence de France.

Dans son long discours, l'ambassadeur de France a insisté dans ses propos sur le contexte politique malgache et fait un pas vers un premier signe de reconnaissance internationale face à l'évolution de la situation. Hier, à la résidence de France à Ivandry, Jean-Marc Châtaigner a appelé toutes les parties prenantes, nationales et internationales à appuyer l'organisation d'élections à Madagascar. « La communauté internationale a un rôle décisif d'accompagnement des élections dans les prochains mois : il est important qu'elle soit présente et active, qu'elle n'abâque pas, comme elle a pu le faire dans le

passé ses responsabilités, qu'elle veille à l'équité et l'impartialité de l'organisation d'élections, auxquelles le plus grand nombre d'électeurs doivent pouvoir s'inscrire et effectivement participer », a-t-il réitéré. Néanmoins, son appel aux autres membres de la communauté internationale pour faire un pas vers la reconnaissance est accompagné de certaines conditions préalables qui s'imposent aux parties prenantes malgaches. Reconnaissant que la feuille de route n'est pas parfaite, le diplo-

mate français a réitéré la nécessité de l'engagement de tous les politiques dans la mise en œuvre de ce document: « D'aucuns prétendent qu'il y a encore matière à amélioration dans cette feuille de route, c'est peut-être vrai, mais n'oublions jamais que le mieux est souvent l'ennemi du bien et que le mouvement peut et doit se prouver en marchant. Cette feuille de route amendée ouvre la voie vers la seule sortie de crise crédible et internationalement acceptable avec l'organisation d'élections

libres, équitables et transparentes. J'engage les partis qui n'ont pas encore paraphé la feuille de route à le faire, en tenant notamment compte de l'amendement proposé », a-t-il réaffirmé.

Pas de réconciliation nationale sans amnistie

La tenue d'élections libres, crédibles et transparentes semble ne pas suffire pour assurer le retour du pays à une situation stable. Un certain nombre de problèmes doivent aussi être pris en considération pour être résolu. L'ambassadeur de France a ainsi encouragé la nécessité cruciale de prendre à bras le corps la situation. « Il faut naturellement travailler à la réconciliation nationale. Les blessures des crises antérieures ne sont pas toutes soignées et cicatrises. Il ne faut pas oublier celles et ceux qui ont été les victimes et l'objet de mesures injustes de persécution et d'ostracisme politique entre 2002 et 2009. La définition des conditions de l'amnistie est une première étape indispensable de cette logique d'apaisement et de reconstruction », a conclu Jean-Marc Châtaigner.

Et de conclure sur la question en insistant sur la réconciliation : « quand je vous vois rassemblés dans cette résidence à l'occasion de la fête nationale française, je me dis, et si ces personnes ayant des points de vue différents allaient main dans la main ? Je serais heureux si vous vous rencontriez une seconde fois mais ailleurs pour résoudre la crise malgache ».

Manohisoa

14 JUILLET Présence massive du gouvernement à Ivandry

Après deux ans de crise politique, la célébration de la fête nationale française a été marquée par la présence massive des membres du gouvernement malgache ainsi que des chefs des institutions de la transition. Ainsi, le premier ministre de consensus a honoré la cérémonie en tant que chef du gouvernement et représentant du président de la Transition. La présence de quelques ministres sur les lieux a été

en outre remarquée. Une situation qui confirme entre autres la bonne marche de la coopération bilatérale entre l'Etat français représenté par son ambassadeur, Jean-Marc Châtaigner et le gouvernement malgache. Aussi, la sollicitation de la ministre des Affaires étrangères pour prendre la parole est interprétée par la majorité des observateurs comme une façon de montrer que la France reconnaît

le gouvernement qui est actuellement en place.

Par ailleurs, l'ambassadeur de France a fait montre d'un geste rassembleur en invitant aussi les membres de l'opposition. Le couple Albert Zafy, Emmanuel Rakotovahiny, Mamy Rakotoarivelo pour la mouvance Ravalo-manana et Ramisandrazana de la mouvance Ratsiraka ont été présents au cours de la festivité.

Manohisoa

Ils ont dit...

Les réactions de quelques politiques présents à la célébration de la fête nationale française ont été recueillies, sur le discours de l'ambassadeur de France et la décision prise avant-hier par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.

Camille Vital, premier ministre de consensus : Pour nous, la présence et l'invitation par l'ambassadeur du gouvernement à l'occasion de la fête nationale de l'indépendance constituent un premier signe de reconnaissance, sans parler de la coopération bilatérale qui a toujours été effectuée sous le signe de la fraternité. Ce qui est un peu gênant, c'est le fait que ce sont les étrangers qui nous encouragent à nous unir et qui encouragent ceux qui n'ont pas encore participé à parapher la feuille de route. (A propos de sa discussion avec Emmanuel Rakotovahiny) Sur ce point, je tiens à préciser que je ne cherche pas d'ennemi. Emmanuel Rakotovahiny est une personne que j'ai déjà connue auparavant à Toliara, il s'agit d'un geste de politesse. Si vous dites que c'était du cinéma, cela n'est pas étonnant puisqu'on me dit toujours que je suis un comédien. Quant à la décision du CPS de l'Union africaine sur le retour des élus politiques, nous réaffirmons que personne n'interdit

les nationaux de revenir dans leur pays d'origine. Seulement, pour le cas des exilés politiques, nous estimons que ce n'est pas encore le moment opportun, cela afin d'éviter les éventuels troubles.

Emmanuel Rakotovahiny, de la mouvance Albert Zafy : Le discours de l'ambassadeur, Jean-Marc Châtaigner, a été clair lorsqu'il a signifié la non nécessité de la prise de partie. Pour nous, le fait même qu'il a fait remarquer la présence d'Albert Zafy à l'assistance, en mentionnant son nom dès la première phrase de son discours signifie beaucoup de choses pour nous dont l'importance de la responsabilité de cet ancien chef de l'Etat. Dans la même foulée, le diplomate a annoncé la nécessité de la réconciliation nationale dans son discours, une déclaration que nous prenons en compte.

Ramisandrazana, de la mouvance Ratsiraka : Le discours de Jean-Marc Châtaigner est rassembleur en ce sens qu'il a pris en considération l'importance du cas des victimes de 2002 et 2009. Aussi, le fait que le diplomate ait annoncé qu'il n'y a point de réconciliation nationale sans amnistie constitue pour nous le point essentiel de sa déclaration. Quant à la décision du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, nous estimons que cela serap proche des souhaits que nous

avons toujours évoqués depuis.

Lanto Rakotomavo, présidente nationale du TGV : La déclaration de l'ambassadeur de France indique que la reconnaissance internationale vient progressivement. Le fait d'inviter le gouvernement ainsi que ses membres et surtout la sollicitation du ministre des Affaires étrangères à prendre officiellement la parole en constituent la preuve. Pour ce qui est de la décision du CPS de l'Union africaine, cela ne fait que confirmer les recommandations de Sandton. Seulement, nous nous posons la question sur le cas de l'opposition qui avance des propositions d'amendement. En faisant cela, est-ce qu'elle a préalablement reconnu le contenu de la feuille de route et est-elle prête à la parapher ?

Pierrot Rajaonarivelo, président du Mouvement pour la démocratie à Madagascar : La France a formellement annoncé sa reconnaissance. L'ambassadeur a fait même appel à l'accompagnement des autres membres de la communauté internationale. Quant à l'application de la feuille de route, tous les politiques et groupements politiques devraient s'y mettre. Nous estimons qu'il n'y a aucune raison qui ne permettrait pas aux membres des trois mouvances d'y participer suite à cet amendement de la feuille de route.

Recueillis par Manohisoa

La France lance un appel pressant



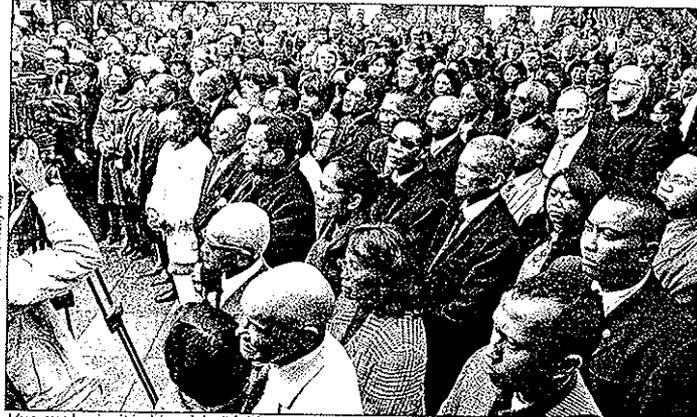
A l'occasion de la célébration de la fête nationale française, Jean-Marc Châtaigner a appelé non seulement les Malgaches à s'unir pour sortir Madagascar de la crise mais aussi les autres membres de la communauté internationale à accompagner la Grande île dans l'organisation des élections.

La France plaide la cause de l'Afrique et des pays les moins avancés

14 juillet. Le discours de l'ambassadeur de France hier lors de la célébration a rappelé que la France reste au chevet de Madagascar, malgré la situation de crise actuelle.

La célébration du 14 juillet qui s'est tenue hier à la Résidence de France à Ivandry a été une occasion pour Sem l'ambassadeur de France, Jean Marc Chataigner, de rappeler que la France plaide sans cesse les causes de l'Afrique, et qu'elle reste au chevet des pays en développement, dont Madagascar. Dans la Grande île, les fléaux tels que la pauvreté extrême, la sous-alimentation, l'accès à l'éducation sont des réalités. La France se bat ainsi pour la mise en place de ressources et de financements innovants, à l'instar de la taxe sur les billets d'avion, sous l'impulsion de la France, et qui a rapporté depuis sa création en 2006 près de 2 milliards USD. Des fonds gérés par l'Unitaid qui serviront à financer plusieurs projets sociaux comme la lutte contre le VIH Sida, le paludisme, la tuberculose, notamment à Madagascar.

Aux côtés de Madagascar. La France est très présente à Madagascar, à travers des coopérations sociales, culturel-



Vue sur les invités hier, à la Résidence de France, à l'occasion de la fête nationale française.

les et économiques. Dans son discours, l'ambassadeur a rapporté ses regrets quant aux conséquences sociales de la crise politique. « J'ai eu mal en discutant avec des amis, des cadres d'entreprises et des classes moyennes, quand j'ai vu leurs espoirs d'ascension sociale se dissiper » dit-il, en ajoutant que « dans mes visites dans les quartiers les plus pauvres, le dénuement et la détresse des plus vulnérables, se trouvent encore plus affectés par les conséquences économiques et sociales de la crise ». La France est effectivement restée aux côtés de Madagascar même dans les moments de crise.

Anjara Rasoanaivo

Solidaire avec les citoyens français à Madagascar

Sem l'ambassadeur de France, Jean Marc Chataigner, a formulé son soutien aux citoyens français installés à Madagascar. Face aux problèmes dont font face certains d'entre eux, notamment concernant la fermeture de lycées français dans certaines provinces, à lui d'expliquer que l'AEFE a dû se plier à des contraintes budgétaires drastiques en matière de ressources humaines, mais qu'un investissement de plusieurs millions d'euros est affecté à l'agrandissement du lycée français de Tananarive afin d'accroître ses capacités d'accueil. Il a également évoqué les affaires de pédophilie qui ont concerné des ressortissants français, et a rassuré les autorités judiciaires malgaches qu'elles pourront toujours compter sur les services de la Garde des Sceaux française. Enfin, l'ambassadeur invite tous les citoyens à s'inscrire au réseau consulaire en vue des prochaines élections présidentielles et législatives en France en 2012. Avant de terminer sur l'invitation à tous de devenir amis avec l'ambassade de France sur Facebook et Twitter.

Anjara Rasoanaivo

La France est pour !

Courrier de Madagascar du vendredi 15 juillet 2011



Page

Sans élections, il ne peut y avoir de démocratie, a déclaré l'Ambassadeur de France (Photo Ra mamby)

ORGANISATION DES ÉLECTIONS La France est pour !

Généralement la France veut se ranger aux côtés de l'actuel gouvernement dirigé par Andry Rajoelina à propos de la sortie de crise. Elle veut prêter main-forte à l'organisation controversées des élections que le gouvernement Vital compte organiser dans les prochains mois. Mais l'ancienne puissance coloniale veut débattre, avant toute chose, la question de réconciliation nationale dans le pays. Elle souhaite aussi la mise en œuvre de la feuille de route.

Malgré l'intransigeance avouée des instances internationales à reconnaître le régime transitoire, la France poursuit de donner un coup de pouce diplomatique à la transition dirigée par Andry Rajoelina. Avec des manœuvres menées ailleurs pour essayer vainement d'octroyer la carte de reconnaissance internationale à la transition actuelle, voilà encore que Jean-Marc Châtaigner, hier lors de la célébration de la fête nationale française à Ivandry, a noté l'appui de la France pour l'organisation controversée des élections que l'actuel gouvernement compte entamer dans les prochains mois. Selon ce dernier, "sans élections, il ne peut y avoir de démocratie", tout en

lançant un appel "à toutes les parties prenantes concernées, qu'elles soient nationales ou internationales, à appuyer l'organisation d'élections à Madagascar". "La communauté internationale a un rôle décisif d'accompagnement de ces élections dans les prochains mois". Ainsi, selon toujours Jean-Marc Châtaigner, "des candidats de tous les partis politiques et mouvances doivent pouvoir se présenter, en conformité avec les principes de droit national et international".

Amendement ou pas, mise en œuvre d'abord !

Par ailleurs, pour la France, ce sera donc "la feuille de route négociée par l'ensemble des acteurs politiques malgaches et appuyés par le président Joachim Chissano et la médiation de la SADC" qui devrait être adjugée comme plan de sortie de crise. Jean-Marc Châtaigner veut ainsi la mise en œuvre de la feuille de route, qu'elle soit amendée ou pas. Malgré les imperfections que contiendrait cette feuille de route, selon Jean-Marc Châtaigner, "le mouvement peut et doit se prouver en marchant". "Cette feuille de route amendée ouvre la voie vers la seule sortie de crise crédible et



Sans élections, il ne peut y avoir de démocratie, a déclaré l'Ambassadeur de France (Photo Ra mamby)

internationalement acceptable avec l'organisation des élections libres, équitables et transparentes", a-t-il conclu sur ce point.

Réconciliation restreinte

Ainsi, Jean-Marc Châtaigner a exhorté aux parties prenantes de la crise de briser le mur de la vengeance et des animosités qui a été érigé pendant les moments de crise. "Il faut naturellement travailler à la réconciliation nationale", a-t-il ainsi indiqué. "La définition de l'amnistie est une première étape indispensable de la reconstruction", poursuit-il. Et lui de préciser qu'"il ne faut

pas oublier celles et ceux qui ont été les victimes et l'objet de mesures injustes de persécution et d'ostracisme politique entre 2002 et 2009", c'est-à-dire pendant le régime de Marc Ravalomanana.

Au-delà de cette période que Jean-Marc Châtaigner a pris le malin plaisir de spécifier, la France ne veut-elle pas alors parler de réconciliation ? Alors que nul n'ignore (peut-être pas Jean-Marc Châtaigner !), même les plus dupes, que la crise depuis 2009 a aussi laissé des traces de haine et de rancœurs au sein de la société politique malgache.

Nialna R.